



Demande de prix services GIN23009-10068

Marché de services relatif au développement d'un package d'innovation pour la mesure et le renforcement de l'autonomisation des femmes en Guinée (**Relance**)

Table des matières

1	Objet de la demande	3
2	Instructions aux soumissionnaires.....	3
3	Termes de références	Erreur ! Signet non défini.
	Contexte.....	Erreur ! Signet non défini.
	Description de la prestation pour chaque lot.....	Erreur ! Signet non défini.
	Lieu	Erreur ! Signet non défini.
	Dates de sollicitation	Erreur ! Signet non défini.
	Nombre de participants.....	Erreur ! Signet non défini.
	Durée et max cap de l'accord cadre	Erreur ! Signet non défini.
	Procédure visant le placement des commandes fondés sur l'accord cadre	Erreur ! Signet non défini.
	Clause de réexamen.....	Erreur ! Signet non défini.
4	Conditions d'exécution services	13
4.1	Généralités	13
4.2	Conformité de l'exécution	13
4.3	Modalités d'exécution	13
4.4	Réception des prestations.....	13
4.5	Facturation et paiement.....	13
4.6	Exonération de TVA.....	13
4.7	Assurances	13
4.8	Droits de propriété intellectuelle	14
4.9	Obligation de confidentialité	14
4.10	Clauses déontologiques.....	14
4.11	Gestion des plaintes et tribunaux compétents.....	14
5	Formulaires d'offres à signer par le soumissionnaire	15
5.1	Fiche d'identification	15
5.1.1	Sous-traitants	16
5.2	Formulaire d'offres – prix.....	17
5.3	Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion.....	18
5.4	Documents à remettre –	21

1 Objet de la demande

OBJET DE LA DEMANDE	
Marché de services relatif au développement d'un package d'innovation pour la mesure et le renforcement de l'autonomisation des femmes en Guinée (Relance)	
REFERENCES ENABEL	GIN23009-10068

2 Instructions aux soumissionnaires

PERSONNE DE CONTACT AU SEIN D'ENABEL durant la procédure	
NOM :	DIANDA Adama
FONCTION :	Expert en Contractualisation
ADRESSE :	Immeuble Koubia, 3 ^{ème} étage, Camayenne
E-MAIL :	adama.dianda@enabel.be

DONNEES RELATIVES à LA PROCEDURE		
RÉCEPTION DES OFFRES :	DATE :	31 août/2026 à 11 h00, heure de Conakry au plus tard
	ADRESSE	Les offres doivent être transmises uniquement à l'adresse : adama.dianda@enabel.be
DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES :		60 jours

PERSONNE DE CONTACT AU SEIN D'ENABEL exécution	
NOM :	Yayé Aïssata DIALLO
FONCTION :	Cheffe de projet FRIT
ADRESSE :	Immeuble Koubia, 3 ^{ème} étage, Camayenne
E-MAIL :	yaissata.diallo@enabel.be

I.Contexte

Dans le cadre du déploiement de son dispositif d'appui à l'innovation, le projet FRIT (Fragilité, Innovation, Territoire) de Enabel Guinée soutient actuellement des micro-levier d'innovation qui consistent en des appuis légers, ciblés et rapides pour augmenter l'efficacité ou l'impact d'une activité existante. Ces innovations soutenues par le projet FRIT, de portée transversale, ont pour objectif de contribuer significativement au renforcement des résultats et impact des sectoriels (Agriéco, SAFE et FIERE) du programme de coopération.

L'élaboration d'un document de référence sur la notion d'autonomisation des femmes est l'une des activités pour lesquelles, des micro-levier d'innovation sont envisagés.

L'activité est portée par le projet SAFE (Santé et Autonomisation des femmes) et consiste à élaborer un document explicatif et de référence sur la notion d'autonomisation des femmes en Guinée qui permet de :

- Harmoniser une définition claire du concept d'autonomisation des femmes en Guinée ;
- Présenter l'ensemble des dimensions de l'autonomisation (économique, sociale, politique, juridique, etc...) ;
- Décrire les indicateurs et éléments de mesure associés à chacune des dimensions ;
- Proposer un cadre harmonisé d'analyse et d'évaluation de l'autonomisation des femmes.

C'est donc pour accompagner la mise en œuvre des activités d'autonomisation des femmes en Guinée, que Enabel Guinée souhaite mobiliser une expertise en charge du développement d'un package d'innovation V1.0 légère.

II.Objectifs et résultats

1.1. Objectifs

L'objectif principal du présent marché est d'obtenir une solution innovante, fonctionnelle, testée, validée et adoptée par les partenaires de mise en œuvre des interventions en faveur de l'autonomisation des femmes en Guinée.

L'innovation est attendue au niveau de package d'outils à développer, notamment dans leur conception, leurs fonctionnalités ainsi que dans l'approche méthodologique du soumissionnaire et leur capacité à répondre aux besoins insuffisamment couverts.

⇒ **Spécifiquement**, il s'agit de développer un package d'innovation de 3 produits comprenant :

- Un Mini-Index Autonomisation des femmes
- Un outil numérique simplifié de mesure
- Un kit pédagogique autonomisation

1.2. Résultats

Le résultat principal attendu est de disposer d'un document de référence national qui assure une compréhension harmonisée du concept et une meilleure cohérence dans la mesure des interventions en faveur de l'autonomisation des femmes en Guinée.

Les produits concrets attendus à cet effet qui sont présentées ci-dessous, devraient, chacun, répondre au critère d'innovation qui caractérise le présent marché.

- Un Mini-Index Autonomisation harmonisé et innovant permettant la comparaison des résultats ;
- Un outil numérique de mesure simple et utilisable par tous les partenaires, y compris en zones rurales avec un faible niveau de connectivité ;
- Un kit pédagogique d'autonomisation facilitant l'utilisation et l'appropriation sur le terrain.

III.Méthodologie et spécification des produits

3.1 Méthodologie

Les soumissionnaires doivent faire des propositions de solutions innovantes, au contexte guinéen, permettant d'atteindre efficacement les objectifs et résultats attendus.

L'innovation est attendue au niveau de package d'outils à développer, notamment dans leur conception, leurs fonctionnalités ainsi que dans l'approche méthodologique du soumissionnaire et leur capacité à répondre aux besoins insuffisamment couverts.

L'expertise mobilisée est responsable de la conception, du prototypage, du test, de la finalisation et de la documentation de l'ensembles des outils à développer. Elle devra adopter une approche :

- Agile (sprints courts)
- Innovante qui apporte une touche nouvelle à une solution existante ou qui crée une nouvelle solution
- Participatives (tests avec les partenaires des niveaux national et local)
- Centrées utilisateurs (les femmes)
- Low-tech (solution simple, facile et accessible dans le contexte guinéen : urbain et rural)
- Modulaire (V1.0 immédiatement utilisable avec possibilité plus tard d'amélioration de V2.0)

L'expertise mobilisée devra nécessairement travailler en étroite collaboration avec l'expertise technique mobilisée par le projet SAFE pour faciliter la capitalisation des résultats des actions déjà entreprises en la matière.

Au regard du caractère flexible attendu du marché, il est attendu des soumissionnaires de faire une proposition méthodologique détaillée et pertinente qui permettra d'atteindre efficacement dans le délai imparti, les objectifs/résultats visés par le présent marché.

3.2Spécification des produits à développer

Les spécifications décrites dans le tableau ci-dessous sont à titre indicatif et pourraient être améliorées.

Produits	Spécifications
Mini-index d'autonomisation V1.0	• Le mini-index devra être, en soi, une innovation dans le contexte guinéen • 10 à 12 questions max • 4 à 6 dimensions claires

	• Méthode de scoring • Manuel d'utilisation (2 pages max) • Version textée auprès d'un échantillon de 15 à 20 femmes et partenaires • Fichiers Word + PDF
Outil numérique innovant de mesure	• L'outil numérique devra être, en soi, une innovation dans le contexte guinéen contenant au minima les éléments ci-après : ○ Fichier intelligent avec indicateurs automatiques ○ Formules automatiques et Calcul automatique du score ○ Génération automatique du score ○ Visualisation simple Dashboard (barre, radar, tendances, ...) ○ Formulaire prêt à être déployé ○ Feuille mode d'emploi
Kit pédagogique d'autonomisation	• Le kit devra aussi répondre au critère d'innovation qui caractérise le présent marché. Il doit contenir au minima les éléments ci-après : ○ 1 page infographiée format A4 ou autre (à valider) ○ Définition simple de l'autonomisation des femmes dans le contexte guinéen ○ 5 indicateurs clés ○ Présentation et explication visuelles de l'index (infographie) ○ Schéma d'explication sur « comment utiliser en étapes » ○ Version imprimable et digitale ○

IV. Livrables

Les livrables attendus de ce présent marché de services sont décrits, par phase dans le tableau ci-après.

Le rapport final devrait être transmis à Enabel au plus tard 7 jours après la fin de la prestation.

Tous les livrables doivent être fournis dans un format innovant et adapté au contenu développer et à l'objectif recherché.

Le prestataire est responsable de la qualité de tous les livrables. De ce fait, il doit s'assurer que tous les produits développés sont simples, accessibles, économiques et facilement appropriables. Il doit par conséquent prioriser l'essentiel : Limiter la complexité et favoriser la réutilisabilité.

Phase	Livrables
Phase 1 : Cadrage et analyse	- Rapport de cadrage
Phase 2 : Conception et prototypage	- Prototype de la version Vo.1 du package d'innovation

Phase 3 : Tests terrain et ajustements	- Version intermédiaire du package d'innovation
Phase 4 : Production finale	- Version finale de la version Vo.1 du package d'innovation
	- Manuel d'utilisation (2 à 4 pages max)
Phase 5 : Validation et livraison des produits	- Rapport final (10 à 15 pages max)
	- Remise des produits et fichiers sources (image, audio, vidéo, canva, ...)
	- Session de formation 2h pour l'appropriation par les partenaires
	- Guide d'intégration dans les projets/programme d'autonomisation des femmes

V. Durée, lieu et calendrier

5.1 Durée

La durée d'exécution totale du présent marché est de **5 mois** (y compris la période de clôture : 1 semaine).

La durée totale de la mission d'expertise est de 42 personne/jour selon le tableau ci-après. L'expertise mobilisée est responsable des livrables et de l'organisation des étapes de la mission en collaboration avec l'équipe de Enabel.

Le temps de mobilisation des experts, sur lequel sera basée l'offre, ne peut dépasser les quantités indiquées dans le tableau ci-après.

5.2 Lieu de la prestation

L'action est mise en œuvre prioritairement dans les territoires d'intervention du programme : régions Conakry, Kindia et Mamou. Néanmoins, au besoin, des activités pourraient cibler d'autres zones, hors territoires d'intervention du programme, avec pour condition que, la finalité des activités soit au profit des territoires et acteurs d'intervention du programme de coopération.

VI. Coordination et validation

- **Coordination** : la cheffe de projet FRIT est la fonctionnaire dirigeante du marché
- **Equipe technique** : Une équipe d'expert.e.s issus des projets sectoriels Enabel, du ministère de la promotion féminine et d'autres partenaires pour la mise en œuvre de l'activité
- **Réunions/ateliers prévus** :
 - 1 réunion de cadrage
 - 1 atelier de validation des prototypes
 - 1 atelier de validation des livrables (produits finis)

VII. Profil de l'expertise à mobiliser

Les soumissionnaires sont invités à proposer l'équipe d'expertise en mesure de produire les résultats attendus du présent marché. L'équipe d'expertise mobilisée devra répondre aux compétences et qualifications ci-dessous :

⇒ **Expériences et Compétences principales (expertise requise)**

- Au moins un BAC +4 en suivi-évaluation, sciences sociales, économie numérique, TIC ou autre domaine équivalent
- **Au moins 5 ans d'expériences pratiques dans les secteurs de l'innovation :**
 - Développement de solution digitale
 - Digital Learning
 - Développement, prototype et expérimentation d'outils numériques simples et accessibles
- **Au moins 2 expériences pratiques dans la production pédagogique et multimédia tels que :**
 - Rédaction de guides et manuels aux formats innovants, courts, simples et accessibles
 - Design graphique léger (fiche A4, schémas, icônes, ...)
- **Au moins 3 expériences pratiques (ou 3 ans d'expérience) en suivi-évaluation**
 - Conception d'indicateurs, index simples, outils de scoring
 - Connaissance des approches participatives de M&E
- **Maîtrise des outils numérique low-tech** (A prouver par soit un diplôme/certificat/attestation ou expérience travail pertinente)
- **Expériences et Compétences transversales**
 - Au moins 2 expériences pertinente en Afrique de l'Ouest ou en Guinée
 - Organisation et autonomie très élevées
 - Sens de la clarté pédagogique et du visuel
 - Aptitude à travailler en mode V1.0 légère
 - Très bonne communication écrite et orale en français
 - Capacité à produire rapidement
 - Approche orientée utilisateur

Compétences ou expériences spécifiques :

- Une connaissance solide des approches de mesure de l'autonomisation (indices, empowerment Framework, ...)
- Expériences dans au moins une intervention de développement liée au genre ou aux femmes
- Expérience de travail dans le contexte guinéen, des écosystèmes de l'innovation dans le pays et la sous- la région
- Une expérience de travail avec des organisations internationales : à prouver avec des attestations de prestations

La possibilité est donnée aux soumissionnaires de proposer une équipe (2 profils au maximum) dont les compétences et expertises spécifiques sont en lien avec les activités du présent marché et argumenter en quoi, ils sont nécessaires à l'atteinte des objectifs/résultats.

- **CV des experts + Copies de diplômes et des attestations/certificats**

NB :

Le CV de chaque **expert.e (ou chef.fe de mission)** devrait se limiter à 7 pages au maximum et un seul CV doit être fourni pour chaque expert. Les qualifications et

l'expérience de chaque expert.e doivent correspondre aux profils requis des présents TDR.

Les copies des diplômes et des attestations de bonne fin de prestation/travail de chaque expert proposé doivent être jointes à l'offre. Une synthèse sous forme de tableau expliquera en quoi l'expert correspond au profil demandé dans les Termes De Référence (TDR).

La liste des collaborateurs/partenaires de l'organisme, les attestations de prestations avec des organisations internationales et la liste des expériences de travail en Guinée et sous-région devront être annexées à l'offre technique pour apprécier les atouts en termes d'expériences/compétence du soumissionnaire.

VIII. Offre technique

L'offre technique comprendra les points suivants (liste non exhaustive) :

- **Proposition technique et méthodologique**

Il est attendu de la structure soumissionnaire, d'expliquer la façon dont elle envisage l'exécution des activités pour permettre l'atteinte des résultats et des livrables escomptés. Ce chapitre comprendra, entre autres, les sections suivantes :

- Analyse contextuelle et des enjeux/défis qui démontre une compréhension fine des besoins et des problématiques en lien avec les objectifs du marché
- Description de l'approche méthodologique envisagée pour :
 - o Présenter le caractère innovant des produits à développer afin de répondre à l'objet du présent marché et de garantir que les solutions proposées sont effectivement innovantes dans le contexte guinéen
 - o Organiser la production rapide d'une V1.0 du package d'innovation demandé (incluant les 3 produits à développer)
 - o Assurer la simplicité de l'outil numérique low-tech à développer
 - o Description des principales phases de déroulement de la mission
 - o Organiser et gérer l'équipe d'expertise mobilisée
 - o Définir la stratégie de formation pour favoriser l'appropriation des outils par les partenaires
- Proposition de plan pour tester les outils développés auprès des utilisateurs tout en expliquant votre gestion des retours et corrections
- Proposition du chronogramme de mise en œuvre des activités
- Mécanisme de gestion des acteurs : comment assurer l'implication effective de tous les acteurs clés (les femmes et autres partenaires, ...) et de coordination avec Enabel et le ministère de la Promotion Féminine dans la mise en œuvre de l'action ?

IX. Offre financière

Les différents soumissionnaires devront prendre en compte, dans leur offre de prix, tous les éléments (honoraires, connexion, les transports intra et interurbain, communication, restauration liée aux missions dans les zones de l'action, hébergement pour les missions et tout autre frais nécessaire à la bonne exécution du présent marché).

Les frais liés à l'organisation des ateliers (transport, hébergement et restauration des participants) **sont directement pris en charge par Enabel conformément à la procédure interne en vigueur.**

Le présent marché est au forfait. Par conséquent, l'offre de prix devra être présentée sous le format du tableau ci-dessous.

Formulaire d'offre-Prix					
N°	Livrable	Unité	Quantité	Prix unitaire hors HTVA (GNF)	Total
1	Rapport de cadrage	Forfait	1		
2	Prototype de la version Vo.1 du package d'innovation	Forfait	1		
3	Version intermédiaire du package d'innovation	Forfait	1		
4	Version finale de la version Vo.1 du package d'innovation	Forfait	1		
5	Manuel d'utilisation (2 à 4 pages max)	Forfait	1		
6	Rapport final (10 à 15 pages max)	Forfait	1		
7	Remise des produits et fichiers sources (Excel, Kobo, image, audio, vidéo, canva, ...)	Forfait	1		
8	Session de formation 2h pour l'appropriation par les partenaires	Forfait	1		
9	Guide d'intégration dans les projets/programme d'autonomisation des femmes	Forfait	1		
Total					

X.Modalité de paiement

Le paiement se fera sur la base de chaque livrable validé par Enabel.

XI.Critères d'attribution

Le présent marché sera attribué au soumissionnaire ayant introduit l'offre régulière, suivant la cotation :

- Critère 1 - prix : 30 % ;
- Critère 2 - Qualité : 70 %.

Les cotations pour les critères d'attribution seront additionnées. Le marché sera attribué au soumissionnaire qui obtient la cotation finale la plus élevée.

L'évaluation des critères se fera comme suit :

- Critère 1 (Prix) : 30%

La cotation sera déterminée suivant la formule suivante :

$$CF = 100 - ((PS - PPB) / PS) * 100$$

CF : cotation financière, PS : Prix du soumissionnaire, PPB : Prix le Plus Bas sélectionné

- Critère 2 (Qualité) : 70%

La cotation qualité = 100
Cotation finale : CF + CQ

NB : Une offre qui ne totalisera pas 70 points sur 100 sera éliminée et sa proposition financière ne sera pas examinée.

XII. Grille d'évaluation

Expertise		Maximum
1. Offre technique/méthodologie		
- Analyse contextuelle et des enjeux/défis qui démontre une compréhension fine des besoins et des problématiques en lien avec les objectifs du marché - Description de l'approche méthodologique envisagée pour : - o Présenter le caractère innovant des produits à développer afin de répondre à l'objet du présent marché et de garantir que les solutions proposées sont effectivement innovantes dans le contexte guinéen - o Organiser la production rapide d'une V1.0 du package d'innovation demandé (incluant les 3 produits à développer) - o Assurer la simplicité de l'outil numérique low-tech à développer - o Description des principales phases de déroulement de la mission - o Organiser et gérer l'équipe d'expertise mobilisée - o Définir la stratégie de formation pour favoriser l'appropriation des outils par les partenaires - Proposition de plan pour tester les outils développés auprès des utilisateurs tout en expliquant votre gestion des retours et corrections - Proposition du chronogramme de mise en œuvre des activités - Mécanisme de gestion des acteurs : Présenter le caractère innovant des produits à développer afin de répondre à l'objet du présent marché et de garantir que les solutions proposées sont effectivement innovantes dans le contexte guinéen		40
2. Expériences et Compétences de l'expertise à mobiliser		
⇒ Au moins un BAC +4 en suivi-évaluation, sciences sociales, économie numérique, TIC ou autre domaine équivalent ⇒ Au moins 5 ans d'expériences pratiques dans les secteurs de l'innovation : - o Développement de solution digitale - o Digital Learning - o Développement, prototype et expérimentation d'outils numériques simples et accessibles ⇒ Au moins 2 expériences pratiques dans la production pédagogique et multimédia tels que : - o Rédaction de guides et manuels aux formats innovants, courts, simples et accessibles - o Design graphique léger (fiche A4, schémas, icônes, ...) ⇒ Au moins 3 expériences pratiques (ou 3 ans d'expérience) en suivi-évaluation - o Conception d'indicateurs, index simples, outils de scoring - o Connaissance des approches participatives de M&E ⇒ Maîtrise des outils numérique low-tech (A prouver par soit un diplôme/certificat/attestation ou expérience travail pertinente) ⇒ Compétences ou expériences spécifiques : - o Expériences dans au moins une intervention de développement liée au genre ou aux femmes - o Au moins 2 expériences pertinente en Afrique de l'Ouest ou en Guinée - o Une expérience de travail avec des organisations internationales : à prouver avec des attestations de prestations		60
Note globale		100

3 Conditions d'exécution services

3.1 Généralités

Sauf si spécifié autrement dans la commande ou tout document contractuel du Pouvoir Adjudicateur s'y rapportant, les présentes conditions s'appliquent aux marchés de services passés au nom et pour compte de Enabel (Pouvoir Adjudicateur).

3.2 Conformité de l'exécution

Les services doivent être conformes sous tous les rapports aux documents du marché. Même en l'absence de spécifications mentionnées dans les documents du marché, ils répondent en tous points aux règles de l'art.

3.3 Modalités d'exécution

La date de démarrage, les délais de d'exécution convenus ainsi que les instructions relatives au lieu d'exécution doivent être rigoureusement observés.

En cas de retard excessif dans le respect des heures du petit déjeuner ou du déjeuner ou de tout autre défaut d'exécution, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché et de relancer une nouvelle demande prix et de faire exécuter les prestations par un autre prestataire. Le surcoût éventuel est à charge du prestataire de services défaillant.

Tous frais quelconques auxquels le Pouvoir Adjudicateur serait exposé et imputables au prestataire de services défaillant, sont à charge de celui-ci et déduits des montants lui étant dus.

3.4 Réception des prestations

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification et de paiement maximum de trente jours à compter de la fin de la réalisation des services à réceptionner et en notifier le résultat au prestataire de services.

3.5 Facturation et paiement

Les factures sont établies en un seul exemplaire et respectent les prescriptions mentionnées dans le bon de commande ou la lettre de notification.

La facture est envoyée à l'adresse mentionnée dans le bon de commande/lettre de notification.

3.6 Exonération de TVA

Enabel en Guinée est exonéré du paiement de la TVA.

3.7 Assurances

Le prestataire de services est tenu de conclure toutes les assurances obligatoires et de conclure ou renouveler toutes les assurances nécessaires pour la bonne exécution du présent marché, en particulier les assurances « responsabilité civile » et « accidents de travail », et cela pendant toute la durée de la mission.

Le prestataire de services transmettra au Pouvoir Adjudicateur, sur simple demande, une copie des polices d'assurances auxquelles le prestataire a souscrit et la preuve du paiement régulier des primes qui sont à sa charge.

3.8 Droits de propriété intellectuelle

Non applicable

3.9 Obligation de confidentialité

Le prestataire de services et ses collaborateurs sont liés par un devoir de réserve concernant les informations dont ils ont connaissance lors de l'exécution de ce marché. Ces informations ne peuvent en aucun cas être communiquées à des tiers sans l'autorisation écrite du pouvoir adjudicateur. L'adjudicataire peut toutefois faire mention de ce marché en tant que référence, à condition qu'il en indique l'état avec véracité (ex. 'en exécution'), et pour autant que le pouvoir adjudicateur n'ait pas retiré cette autorisation pour cause de mauvaise exécution du marché.

Toute information de nature commerciale, organisationnelle et/ou technique (toutes les données, y compris, et ce sans limitation, les mots de passe, documents, schémas, plans, prototypes, chiffres) dont le prestataire de services prend connaissance dans le cadre du présent marché reste la propriété du Pouvoir Adjudicateur.

Dans le cadre du présent marché, la réglementation GDPR est d'application.

3.10 Clauses déontologiques

Conformément à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption, les plaintes liées à des questions d'intégrité (fraude, corruption, exploitation ou abus sexuel ...) doivent être adressées au bureau d'intégrité via l'adresse mail integrity@enabel.be.

Tout manquement à se conformer à une disposition d'une des politiques éthiques Enabel (<https://www.enabel.be/fr/qui-sommes-nous/integrite>) peut aboutir à la résiliation du présent contrat et à l'exclusion du prestataire de services de la participation à d'autres marchés publics pour Enabel.

3.11 Gestion des plaintes et tribunaux compétents

Le droit belge est seul applicable au présent marché.

Les parties s'engagent à remplir de bonne foi leurs engagements en vue d'assurer la bonne fin du marché.

En cas de litige ou de divergence d'opinion entre le pouvoir adjudicateur et le prestataire de services, les parties se concerteront pour trouver une solution. Si nécessaire, le prestataire de services peut demander une médiation à l'adresse email complaints@enabel.be cfr. <https://www.enabel.be/fr/content/gestion-des-plaintes>.

Toute contestation relative aux commandes et aux présentes conditions contractuelles relève de la compétence exclusive des Tribunaux de Bruxelles.

4 Formulaire d'offres à signer par le soumissionnaire

4.1 Fiche d'identification

NOM OFFICIEL	
ABRÉVIATION	
NOM COMMERCIAL (si différent du nom officiel)	
FORME JURIDIQUE TYPE D'ORGANISATION (BUT LUCRATIF, SANS BUT LUCRATIF, ONG)¹	
NUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL²/NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE (le cas échéant)	
LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL VILLE PAYS	
DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL : JJ/MM/AAAA	
NUMÉRO DE TVA	
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL CODE POSTAL/BOITE POSTALE VILLE PAYS	
NOM PERSONNE DE CONTACT TÉLÉPHONE COURRIEL	
DATE	SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ

¹ ONG = Organisation non gouvernementale, à remplir pour les organisations sans but lucratif.

² Le numéro d'enregistrement au registre national des entreprises. Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

4.1.1 Sous-traitants

Nom et forme juridique	Adresse / siège social	Objet

4.2 Formulaire d'offres – prix

En déposant cette offre, le soumissionnaire s'engage à exécuter, conformément aux TDR et conditions d'exécution du présent marché GINxxxx-xxxx, et déclare explicitement accepter toutes les conditions énumérées dans la demande de prix et renoncer aux éventuelles dispositions dérogatoires comme ses propres conditions.

Formulaire d'offre-Prix					
N°	Livrable	Unité	Quantité	Prix unitaire hors HTVA (GNF)	Total
1	Rapport de cadrage	Forfait	1		
2	Prototype de la version Vo.1 du package d'innovation	Forfait	1		
3	Version intermédiaire du package d'innovation	Forfait	1		
4	Version finale de la version Vo.1 du package d'innovation	Forfait	1		
5	Manuel d'utilisation (2 à 4 pages max)	Forfait	1		
6	Rapport final (10 à 15 pages max)	Forfait	1		
7	Remise des produits et fichiers sources (Excel, Kobo, image, audio, vidéo, canva, ...)	Forfait	1		
8	Session de formation 2h pour l'appropriation par les partenaires	Forfait	1		
9	Guide d'intégration dans les projets/programme d'autonomisation des femmes	Forfait	1		
Total					

Nom, prénom, date et fonction

Certifié pour vrai et conforme,

Signature

Fait à le

4.3 Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion

Par la présente, [je/nous]--, [NOM(s) et PRENOM(s)], agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal(e)/ légaux de [nom du soumissionnaire /bénéficiaire/partenaire/cocontractant], ci-après dénommé la “contrepartie”, déclare que/ déclarons que *:

**Veuillez cocher les cases correspondantes pour confirmer chaque situation*

- ☒ la contrepartie ou l'un de ses dirigeants n'a fait l'objet d'aucune condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée pour l'une des infractions suivantes :
- a. -participation à une organisation criminelle ;
 - b. corruption;
 - c. fraude;
 - d. infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ;
 - e. blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ;
 - f. travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ;
 - g. occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal ;
 - h. la création de sociétés offshore.
- ☒ la contrepartie satisfait à ses obligations relatives au paiement d'impôts, de taxes et de cotisations de sécurité sociale pour un montant de plus de 3.000 €, sauf si elle peut démontrer qu'elle détient à l'égard d'un pouvoir adjudicateur une ou plusieurs créances certaines, exigibles et libres de tout engagement envers des tiers, pour un montant au moins égal à celui pour lequel elle est en retard de paiement de dettes fiscales ou sociales.
- ☐ la contrepartie n'est pas en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire, ou a fait l'aveu de sa faillite, ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;
- ☒ la contrepartie n'a commis aucune faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité. Sont notamment considérées comme une faute professionnelle grave :
- a. une infraction à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels;
 - b. une infraction à la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption ;

- c. une infraction relative à une disposition d'ordre réglementaire de la législation locale applicable relative au harcèlement sexuel au travail ;
- d. le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration ou faux documents en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, ou a caché des informations ;
- e. Enabel dispose d'éléments suffisamment plausibles pour conclure que le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence ;
- f. La présence du soumissionnaire sur une des listes d'exclusion Enabel en raison d'un tel acte/convention/entente est considérée comme élément suffisamment plausible.

En matière de conflit d'intérêts :

Veillez cocher la situation applicable

- ☐ la contrepartie ou un de ses dirigeants ne se trouve dans aucune situation actuelle ou potentielle de conflit d'intérêts et n'entretient de relation d'affaires ou familiale, réelle ou potentielle, et ne paraît pas raisonnablement comme telle, avec un membre du conseil d'administration d'Enabel ou d'un membre de son personnel, ou toute autre personne qui a été ou pourrait raisonnablement être directement ou indirectement impliquée dans (i) la préparation du dossier d'appel d'offres, d'appel à proposition ou de tout autre contrat, (ii) la procédure de sélection, ou (iii) l'exécution du marché, du subside ou du contrat.

ou

- ☐ la contrepartie informe Enabel de tout conflit d'intérêts réels, potentiels ou raisonnablement perçus, susceptible d'affecter, ou pouvant raisonnablement être perçu comme susceptible d'affecter, l'impartialité dans le cadre de la procédure de passation de marché, d'octroi d'un subside ou de tout autre contrat, y compris la procédure de sélection et l'exécution de ceux-ci..

è Une description détaillée de tout conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perçu, incluant leur nature et les personnes impliquées, sera annexée à la présente déclaration.

- ☒ **la contrepartie ne s'est rendue coupable d'aucune défaillance importante ou persistante constatée lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un contrat antérieur passé avec un autre pouvoir public, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable.**
- ☒ **la contrepartie atteste qu'aucune mesure restrictive n'a été prise à l'encontre de la contrepartie dans l'objectif de mettre fin aux violations de la paix et sécurité internationales comme le terrorisme, les violations des droits de l'homme, la déstabilisation des États souverains et la prolifération d'armes de destruction massive.**
- ☒ **la contrepartie ne figure pas sur une liste de personnes, de groupes ou d'entités soumises par les Nations-Unies, l'Union européenne et la Belgique**

à des sanctions financières [ajouter des listes en fonction d'exigences additionnelles de bailleurs]

[Je m'engage/ Nous nous engageons] à communiquer sans délai à Enabel tout changement de situation au regard des points qui précèdent, y compris en cas de toute mesure de sanction ou d'embargo adoptée par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la Belgique et la France intervenu suite à notre signature de la présente Déclaration.

Fait à [indiquer le lieu], le [DATE]

Nom(s) du (des) soussigné(s) et signature(s)

4.4 Documents à remettre –

1. Formulaire d'identification avec en annexe le registre de commerce
2. Le formulaire d'offres prix renseigné et signé par la personne habilitée
3. La déclaration sur l'honneur-motifs d'exclusion complétée et signé par la personne habilitée
4. Le tableau de sous-traitance complété et signé si le prestataire envisage de sous-traiter une partie de la prestation
5. Offre technique/méthodologie
6. Cv, attestation et diplôme des experts proposés.

NB : La lecture de la demande de prix permettra d'avoir une vue exhaustive de tous les documents à transmettre